

# Développement régional :

## *Priorités et mesures*

**L**a Tunisie est parmi les pays en développement qui ont opté pour une planification centrale qui a montré ses limites. En fait, le processus de développement et d'amélioration des niveaux de vie s'accompagne souvent, un peu partout dans le monde, par une polarisation spatiale croissante et une aggravation même de certains écarts soit inter ou intra régionaux. La Tunisie n'a pas échappé à cette lacune. Les fruits du développement ont été inégalement répartis sur les différentes régions du pays et la croissance socio-économique a favorisé certaines zones beaucoup plus que d'autres. Or, cet aspect est essentiel pour la cohésion sociale comme le pensait le philosophe Platon en prévenant les Athéniens : « Il ne faut pas que certains citoyens souffrent de la pauvreté, tandis que d'autres sont riches, parce que ces deux états sont causes de dissension ». Cette tribune vise ainsi à évaluer le niveau d'inégalités régionales et les facteurs qui y contribuent le plus.

### Contexte

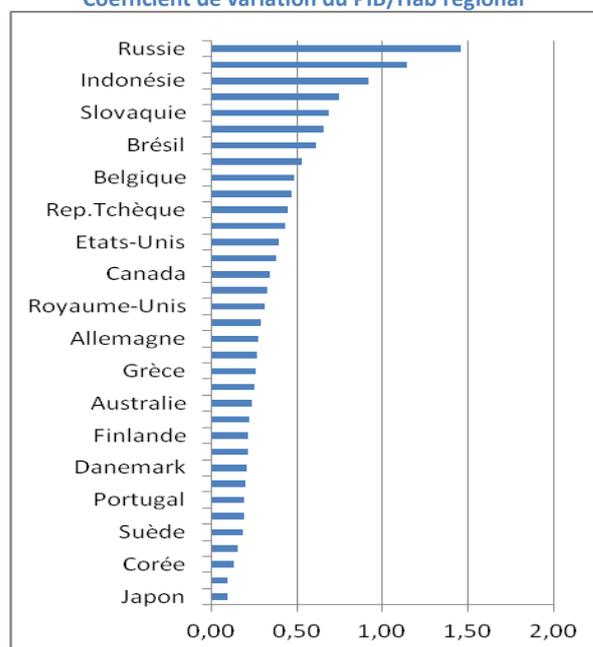
La problématique des disparités régionales n'est pas nouvelle en Tunisie. En effet, les disparités naturelles, telles que le climat, la géographie, l'accès à la mer par exemple, procurent aux régions du littoral des avantages intrinsèques. Depuis l'indépendance et le développement économique qui s'en est suivi, les trajectoires économiques des différentes régions ont divergé. Alors que les régions du nord et de l'est ont vu le développement des activités opérant dans un environnement concurrentiel, celles de l'ouest et du sud se sont cantonnées à des activités rentières basées sur les ressources naturelles. Il s'en est suivi un creusement des disparités. De ce fait, toute politique de développement devrait tenir compte de ces disparités régionales et l'éclatement de la révolution de 2011 dans les régions intérieures en est la meilleure preuve. Quelle est l'ampleur des disparités ? Quels sont les facteurs qui y contribuent le plus ? Quelles sont les priorités et les marges de manœuvre des décideurs ? C'est à ces différentes questions que cette tribune tente de répondre. Mais avant d'aborder ces questions, un petit aperçu de la problématique au niveau international s'impose.

### Disparités régionales : un phénomène spécifique à la Tunisie ?

Peu importe le niveau de développement, les disparités régionales est une problématique touchant une grande majorité des pays du monde. En effet, le niveau de dispersion des revenus par habitant est assez élevé dans des pays comme la Belgique, les Etats-Unis, le Canada ou le Royaume-Uni.

La dispersion régionale des revenus, présentée dans la figure ci dessous<sup>1</sup>, illustre la disparité régionale dans des pays aussi bien développés qu'en transition. Le coefficient de variation du PIB/H montre que les disparités est un véritable problème qui peut contraindre la croissance économique et la cohésion sociale.

Coefficient de variation du PIB/Hab régional



Source : base de données OCDE, compilation les auteurs

<sup>1</sup> Mesurée par le coefficient de variation du PIB/hab régional en PPA (dernière année disponible dans la base de données de l'OCDE)

Il est à souligner qu'en comparant ces chiffres au coefficient de variation relatif à la Tunisie qui est de l'ordre de 0,28 en 2010 calculé sur la base des données de consommation, les résultats ont montré que dans certains cas, celui affiché par des pays développés est plus élevé qu'en Tunisie<sup>2</sup>.

### Construction d'un indicateur de développement régional pour la Tunisie<sup>3</sup>

La connaissance, le suivi et l'évaluation de l'état de développement socioéconomique régional nécessitent la mise au point d'un indicateur synthétique dont la construction s'appuie sur une conjugaison de plusieurs variables portant sur différents domaines. Dans notre travail, le principe de l'analyse factorielle en composantes principales (ACP) répond pleinement à notre problématique.

Cette méthode permet de regrouper les variables initiales en un nombre limité d'indicateurs synthétiques appelés facteurs qui seront plus simples et plus clairs à interpréter, à la différence de l'information initiale qui est très abondante pour être exploitée dans son état brut.

Outre son rôle de synthétisation, cette démarche permet de classer, par la suite, les 24 gouvernorats suivant le niveau de développement requis sur la base de ces facteurs.

#### Cadre méthodologique

Il importe de rappeler que l'analyse en composantes principales (ACP) fait partie du groupe des méthodes descriptives multidimensionnelles appelées méthodes factorielles. Il s'agit d'une technique largement répandue et l'une des plus utilisées dans l'analyse multivariée des données.

Dans une première étape, nous avons classé les variables selon des domaines qui constituent, d'après des études antérieures sur le développement régional, les principales causes ou sources de disparité régionale en Tunisie. Quatre domaines ont été ainsi identifiés :

- **Les commodités de la vie** : ce facteur reflète les dotations de chaque gouvernorat en matière d'infrastructures, de santé et de disponibilité de loisirs. Il est appréhendé par les variables relatives aux : Part des routes classées; Distance à l'accès aux services (port, aéroport,...); Taux de raccordement au réseau d'assainissement; Taux de raccordement au réseau de l'eau potable; Nombre de pharmacies; Nombre de médecins généralistes; Nombre de lits/1000 habitants; Disponibilité des

services de loisir par 1000h; Diversité des services de loisir.

- **L'aspect sociodémographique** : c'est le facteur qui synthétise les variables ayant trait à des aspects sociaux : Nombre de familles nécessiteuses pour 1000 habitants; Taux d'analphabétisme; Taux de pauvreté; Taux de dépendance; Solde migratoire.
- **L'envergure du marché d'emploi** : ce facteur est composé de deux sous facteurs. Le premier concerne la capacité d'absorption et l'étendue du marché d'emploi qui est appréhendée par l'offre d'emploi pour 1000h; Le taux de placement; Le nombre d'entreprises par 1000h et le taux de chômage. Le second, en relation avec la tension et le profil du marché du travail, synthétise l'information issue des variables suivantes : L'indice de diversification de l'emploi (Herfindhal); L'indice de diversification du tissu économique (Herfindhal); La taille moyenne de l'entreprise; La part de l'emploi salarié et la demande d'emploi par 1000h.
- **Le capital humain** : c'est l'état de l'éducation dans chaque gouvernorat qui représente les potentialités humaines. Ce facteur regroupe: Le nombre d'élèves par classe; Le nombre d'enseignants par élève et la part de la population instruite.

Dans une deuxième étape, nous avons appliqué une série d'analyses factorielles sur les 4 domaines définis précédemment et de manière séparée. Cette analyse a pour objet de trier les facteurs et d'en ressortir une liste représentative. Cette liste a porté, pour notre cas, sur 7 volets ayant trait aux aspects suivants : l'infrastructure et équipements de base, l'accès aux services de santé, l'accès aux services de loisir, l'aspect sociodémographique, le capital humain, la capacité d'absorption et l'étendue du marché de l'emploi et, enfin, la tension et le profil du marché de travail.

La troisième étape consiste à appliquer l'ACP sur les domaines de développement régional synthétisés en quatre facteurs et ce, afin de déterminer les pondérations à retenir dans la construction de l'indicateur synthétique global.

#### Principaux résultats

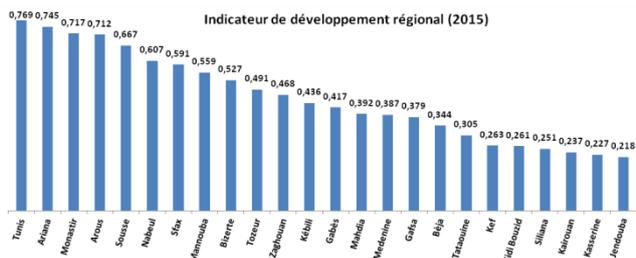
Les résultats montrent que le territoire national est divisé en deux groupes ou zones qui diffèrent selon le niveau de développement. En effet, les gouvernorats les plus marginalisés appartiennent à la zone dite de l'intérieur. Pour les zones qui sont relativement développées elles sont constituées essentiellement par des gouvernorats de la côte.

L'examen de l'indicateur synthétique de développement régional montre, clairement, les disparités régionales. En effet plusieurs régions en particulier Kairouan, Kasserine, Jendouba, Sidi-bouزيد et Siliana ont peu profité de la croissance économique du pays. Cette inégalité entre les gouvernorats est expliquée essentiellement par des écarts en matière d'équipements, d'infrastructure routière, de santé, de possibilités d'accès au marché de l'emploi, comme en

<sup>2</sup> Bien que la comparaison n'est qu'approximative. Du fait de la non disponibilité d'un PIB régional pour la Tunisie, nous avons utilisé la dispersion de la consommation des ménages. Source enquête nationale sur la consommation des ménages de l'INS de 2010.

<sup>3</sup> Pour plus de détails voir les travaux sur le développement régional sur le site de l'ITCEQ ([www.itceq.tn](http://www.itceq.tn)).

témoignent les résultats détaillés des sous indicateurs dans le tableau 1.



Source : calcul des auteurs

Tableau 1 : classement par domaine :

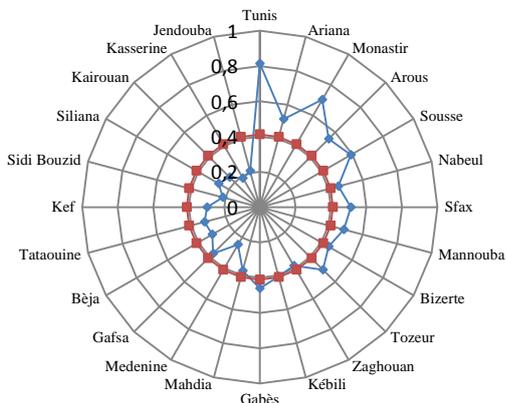
Gouvernorats	IDR (2015)	Commodité de la vie	Socio-démographie	Capital Humain	Envergure du marché d'emploi
Tunis	1	1	12	3	1
Ariana	2	5	1	1	7
Monastir	3	2	3	4	5
Arous	4	4	2	2	4
Sousse	5	3	4	9	2
Nabeul	6	10	6	8	3
Sfax	7	6	8	6	8
Mannouba	8	8	5	5	11
Bizerte	9	11	17	7	9
Tozeur	10	7	7	11	17
Zaghuan	11	13	15	17	6
Kébili	12	12	11	10	21
Gabès	13	9	10	18	15
Mahdia	14	14	14	19	10
Medenine	15	20	9	12	13
Gafsa	16	15	16	15	16
Béja	17	17	18	14	12
Tataouine	18	16	13	23	24
Kef	19	18	19	24	19
Sidi Bouzid	20	22	20	13	23
Siliana	21	19	21	22	20
Kairouan	22	21	22	21	18
Kasserine	23	24	24	16	14
Jendouba	24	23	23	20	22

Source : calcul des auteurs

### Indice « Commodités de la vie »

Cette inégalité entre les gouvernorats est expliquée essentiellement par le retard qu'affichent les gouvernorats de Kairouan, Jendouba, kasserine et Siliana par rapport à la moyenne de l'indicateur dans les domaines de « l'infrastructure et équipements de base », des « services de santé » et des « services de loisir ».

Classement selon le facteur "Commodités de la vie"



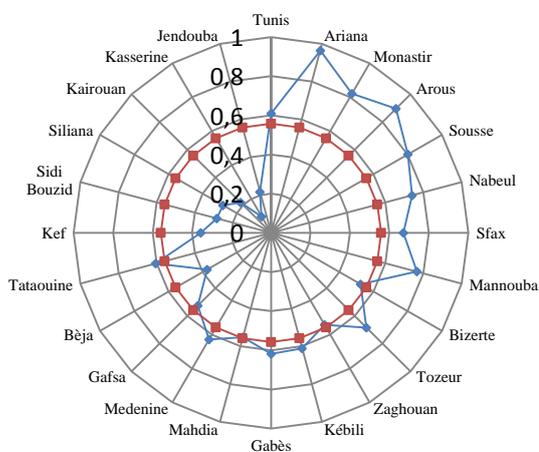
Source : calcul des auteurs

### Indice « sociodémographique »

De même, l'indicateur relatif à l'aspect sociodémographique traduit de fortes disparités. En effets, les régions les plus touchées par

l'analphabétisme et la pauvreté sont toujours les mêmes et relèvent des gouvernorats de l'intérieur en l'occurrence Kairouan, Jendouba, Kasserine et Siliana.

Classement selon le facteur "sociodémographique"

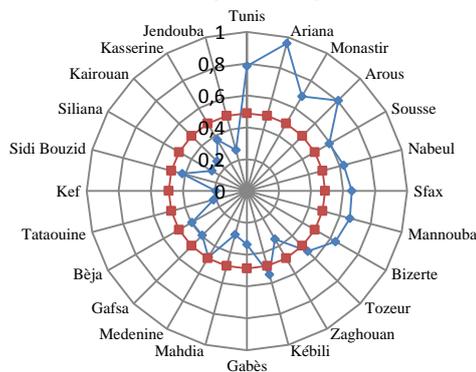


Source : calcul des auteurs

### Indice « Capital humain »

S'agissant du facteur « Capital Humain » reflétant essentiellement la qualité du système de l'éducation et le niveau d'instruction des habitants, il est faible surtout au niveau des gouvernorats de Kef, de Tataouine et de Siliana.

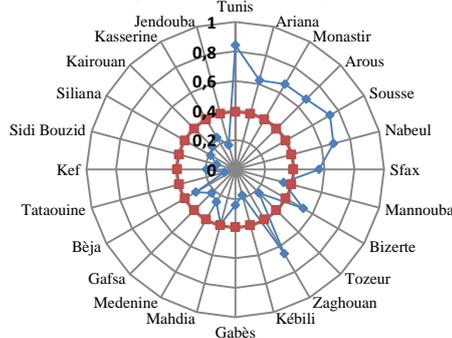
Classement selon le facteur "Capital humain"



Source : calcul des auteurs

### Indice « Envergure du marché d'emploi »

Classement selon le facteur "Envergure du marché d'emploi"



Source : calcul des auteurs

Quant au dernier facteur traitant l'envergure du marché d'emploi, les résultats traduisent le faible niveau d'attractivité et l'incapacité d'absorption des offres d'emploi, donc une certaine vulnérabilité du marché du travail. A ce titre, 14 gouvernorats sur 24 ont des niveaux de marginalisation inférieurs à la moyenne de l'indicateur. Aussi, des gouvernorats comme Tataouine, Sidi-bouzyd, Jendouba et Kébili sont très en retard en termes de nombre d'entreprises, de taux de placement et d'offre d'emplois par rapport à des gouvernorats comme Monastir et le grand Tunis.

### Facteurs de dispersion régionale en Tunisie

Afin d'apprécier les principales sources de dispersion régionale et en vue de définir par la suite des priorités, nous avons procédé au calcul du coefficient de variation des différents composantes de l'indicateur.

	IDR	(1)	(2)	(3)	(4)
Ecart-type	0,18	0,16	0,23	0,21	0,23
Moyenne	0,46	0,41	0,56	0,49	0,39
Coeff-variation	0,39	0,39	0,41	0,43	0,59
(1) Commodités, (2) socio-démographie, (3) capital humain (4) envergure du marché de l'emploi					

De ce tableau apparaît clairement le principal facteur de disparité régionale en Tunisie : il s'agit de l'envergure du marché de l'emploi : les opportunités d'emplois, la diversification (emploi et tissu économique), le nombre et la taille des entreprises sont les principales sources de disparités.

### Quelles solutions pour la problématique de la disparité régionale ?

Ces calculs effectués à partir de l'indicateur de développement régional (niveau gouvernorat) ont fait apparaître que c'est la composante économique qui est la principale source de disparité. Pour la convergence, c'est donc des politiques favorisant l'activité économique qu'il faut mener. Qu'elles soient actives ou passives, centralisées ou décentralisées, ces politiques doivent viser le renforcement de la compétitivité des territoires qui n'offrent pas d'opportunités d'emplois formels et des perspectives de carrières dans des secteurs concurrentiels surtout pour les diplômés du supérieur et les femmes.

Afin d'atténuer les disparités, plus d'une solution sont envisageables aux décideurs. Des telles solutions ont pour point commun la discrimination positive. Parmi les solutions, celle qui consiste à adopter des politiques de redistribution : budget alloué aux régions défavorisées selon une clef de répartition qui tient compte du niveau de développement. Ce budget peut contribuer à mettre à niveau les régions de l'intérieur et de réduire les écarts de capital humain, d'infrastructures et de santé, pour assurer les conditions nécessaires au développement des activités économiques.

Une autre alternative consiste à se focaliser sur la compétitivité des régions de l'intérieur en adoptant des politiques qui favorisent la création de valeur. Dans ce cas, la stratégie de développement consisterait à mettre en lumière toutes les potentialités et les opportunités de chacun de ces gouvernorats et à faire ressortir les actions qui stimulent la performance des entreprises locales et ce en se focalisant sur les ressources spécifiques locales.

Cette stratégie ne porterait ses fruits qu'à condition que ce soient les régions elles-mêmes qui contribuent à la construction de leur futur. Ainsi, cette approche de développement ne devrait pas être « top-down », décidée par l'Etat central, mais le résultat d'un protocole équilibré entre, d'une part, l'Etat qui défendrait l'intérêt général et la cohésion nationale et, d'autre part, les institutions locales qui seraient mises en place suite à la décentralisation inscrite dans la constitution de 2014.

De plus, il faudrait aussi travailler sur l'amélioration des conditions de création des effets de synergie entre les régions et ce, à travers l'amélioration de la connectivité entre les régions et le cadre réglementaire pour améliorer la capacité de réalisation des investissements publics et garantir une meilleure complémentarité entre l'investissement public et privé.

C'est sur ces choix alternatifs de politique économique que les décideurs sont aujourd'hui amenés à trancher afin d'asseoir un développement économique dans les régions, tant souhaité par la population.

*Auteur : Équipe Développement Régional : Ben Rabeih Imed / Ben Salhin Rim / Boussida Sami / Bouzaiene Olfa / Hammami Haithem*



email : contact@itceq.tn  
Site web : www.itceq.tn  
Tél. : (+216) 71 802 044  
Fax : (+216) 71 787 034

#### Rédaction :

Institut Tunisien de la Compétitivité  
et des Etudes Quantitatives  
27 Rue du Liban, 1002 Tunis Belvédère  
République Tunisienne  
tribune@itceq.tn

#### Directeur de la publication :

Habib ZITOUNA

#### Responsable :

Affet BEN ARFA

#### Diffusion :

Direction de la documentation,  
de la formation et de la coopération  
diffusion@itceq.tn

Cette Tribune est publiée sous la responsabilité de la direction générale de l'ITCEQ. Les opinions qui y sont exprimées sont celles des auteurs.